

RAPPORT ANNUEL

2020





© Respect Zone, 2021
France | Belgique | États-Unis | Portugal | Suisse
info@respectzone.org
www.respectzone.org

L'utilisation et la reproduction à des fins non commerciales
sont libres de droits à condition d'en citer la source.

© Respect Zone 2021



(fb) @respectzonehphi



(twitter) @respectzone_org



(IG) @asso_respect_zone



(linkd) @respectzone



Sommaire

Édito du président.....	6
Le mot de la Secrétaire générale.....	7
2020 : Une mise à jour de notre OS.....	8
Poursuivre notre histoire.....	10
Une nouvelle organisation.....	12
....au service de nos outils	13
Un OS révisé pour une identité réaffirmée.....	14
Nos accomplissements et actions en 2020.....	16
Faire face aux cyberviolences durant la COVID-19.....	17
Clinique Juridique Respect Zone des droits humains numériques Paris-Dauphine.....	18
App Respect Zone : le kit d'urgence face aux cyberviolences.....	19
Tous Concernés : partenaire du programme « Éthique et Intégrité 2020 » du Ministère des Sports.....	20
Panorama de la haine en ligne Netino-Respect Zone.....	21
Nomination de l'association au sein de l'Observatoire de la haine en ligne.....	22
Propager le respect.....	24
Une activité de plaidoyer efficace et reconnue	
Loi visant à lutter les contenus haineux en ligne.....	26
Rapport « Comprendre et combattre le harcèlement scolaire » du député Balanant	
Audition mission d'information sur les nouvelles formes de racisme.....	27
Digital Services Act : Respect Zone s'engage au niveau européen.....	28
Une coopération associative en France et à l'international ST#AR :	
impliquer la jeunesse / AJCF : lutter contre le racisme anti-asiatiques.....	29
Caméléon : protéger l'enfance au Nord comme au Sud /	
Cyberbullying.pt : uniformiser l'aide aux victimes en Europe.....	30
Respect Zone : un projet global / Une présence internationale	31
Communication : une audience internationale.....	32
Former au respect sur le terrain.....	34
Une présence affirmée dans les écoles, collèges et lycées /	
Collège Gabriel Seurat – Courbevoie	
Groupe Scolaire Janson de Sailly – Paris / Lycée Bichat – Lunéville.....	35
ISCOM.....	36
ESSCA.....	37
Des outils dédiés aux entreprises et aux managers /Accurac.....	38
Labelliser votre structure ? / Comment faire ?.....	40
Les conditions et nos offres de prestations.....	42
Nous soutenir et nous rejoindre.....	43
Qui sommes-nous ? / Le bureau / Le comité directeur / L'équipe.....	44

Édito du président

Comment clore l'année 2020 ? Si la référence est certainement usée, elle n'en est pas moins adaptée : 2020 fut assurément une « annus horribilis » globale et surtout une année de consommation record d'écrans avec tous les excès et les abus y afférents en terme de diffusion de fausses informations et de cyberviolences.

À n'en pas douter, cette année marque l'entrée dans une nouvelle décennie avec des sociétés qui garderont longtemps les stigmates infligés par la pandémie et son lot de diffusion d'infox.

Les discours de haine ont augmenté à l'entrée de l'ensemble des confinements, les discours anti-asiatiques ont pullulé de manière inquiétante, la haine en ligne a même mené à un assassinat terroriste coûtant la vie de Samuel Paty...

Ce tableau, déjà bien chargé, n'est malheureusement pas exhaustif : les affaires Mila, Miss France (la candidate April Benayoum), Evaelle, etc. n'ont cessé de nous rappeler les traumatismes terribles infligés de jour en jour dans tous les pays du fait du fléau des cyber violences.

Face à cette exacerbation des violences en ligne, Respect Zone a dû répondre à un accroissement de son activité. Notre association a pris part à l'essentiel des débats publics et législatifs sur les sujets.

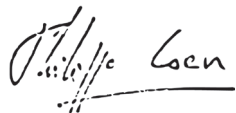
L'association s'efforce de toujours porter la voix des victimes et de sensibiliser et responsabiliser les témoins, et de leur conférer des instruments aussi positifs qu'efficaces pour que ceux-ci soient reconnus dans leurs droits. Ce message, nous l'avons porté au cours des débats de la proposition de loi "Avia" et en amont de la publication par la Commission européenne de son projet de Digital Services Act.

En cette année 2020, notre nomination par le CSA au sein de l'Observatoire de la Haine en Ligne, l'ouverture avec l'Université Paris-Dauphine Sciences et Lettres de notre Clinique Juridique Respect Zone des Droits Humains Numériques, la sortie de notre MOOC SCAN instruit par la Commission Européenne, notre soutien de la DILCRAH, notre nouveau partenariat avec le Ministère des Sports et la préparation d'une application d'aide et d'orientation pour les personnes exposées aux cyberviolences sont autant d'accomplissements citoyens qui donnent corps à notre message.

Nos avancées en 2020 au service de la société et pour l'édification du "Respect by Design" sont reconnues comme utiles et citoyennes et notre développement à l'international nous convainc de l'universalité de notre mission d'intérêt général pour la construction démocratique. Nos actions participent de la prise de conscience généralisée du besoin de réformer nos rapports aux écrans, au consentement, aux algorithmes et à la transparence dans un souci d'éducation permanente et d'encouragement de l'esprit critique.

En 2021, pour la défense des droits humains en ligne, nous ne désespérons pas.

Philippe Coen



Philippe Coen

Le mot de la Secrétaire générale

Autant le dire tout de go : lorsque j'avais eu à rédiger quelques lignes tirant le bilan de l'année 2019 et des perspectives pour celle qui vient de s'écouler pour le rapport annuel précédent, les événements qui ont ponctué cette année étaient inimaginables.

Philippe Coen se demandait si nous avions été à la hauteur. Seul le temps permettra de répondre avec assurance. Certes, nous n'avons pas été en première ligne de la crise Covid-19. Notre engagement est incomparable face aux engagements incommensurables des personnels hospitaliers, des services publics, des volontaires et bénévoles qui sont sortis prêter main-forte à leurs voisins, aux hôpitaux, aux écoles... Pour autant, je ne peux cacher une certaine fierté d'avoir pu compter sur l'engagement des bénévoles de l'association.

Malgré la stupéfaction, les craintes et les doutes, Respect Zone a continué son activité sans discontinuation. Mieux encore, elle s'est accrue et intensifiée. Nos bénévoles n'ont pas arrêté leurs travaux tout au long de cette année. Tant et si bien que, malgré les difficultés rencontrées, nous sommes entré de plain-pied dans l'âge de la maturité que nous visions l'année dernière.

Respect Zone s'est en effet professionnalisée. L'association peut à présent compter sur une coordination effectuée par deux permanents permettant aux bénévoles de l'association d'amplifier leurs engagements et d'améliorer l'aide juridique aux victimes de cyberviolences.

Notre investissement s'est déployé sur plusieurs fronts et projets sur lesquels ce rapport reviendra en détail. Je tiens néanmoins à souligner qu'en plus de cette restructuration, Respect Zone a innové en inaugurant la Clinique juridique des droits humains numériques contre la haine en ligne. Cet espace doit devenir le laboratoire leader en matière de recherche contre la haine en ligne.

Cette structure est la concrétisation des investissements engagés tous les jours par l'ensemble des bénévoles de Respect Zone et de nos partenaires. Je tiens à les remercier profondément de faire vivre cette idée qu'un monde sans violence en ligne, bien qu'il reste encore à construire, est encore possible.

Si vous souhaitez prendre part à ce projet, accompagner notre association et nos bénévoles, nous vous tendons également la main.

Estelle Chemla



Estelle Chemla

2020 : Une mise à jour de notre OS

Poursuivre notre histoire.....	10
Une nouvelle organisation	12
...au service de nos outils.....	13
Un OS révisé pour une identité réaffirmée.....	14

Poursuivre notre histoire

Respect Zone dont l'existence juridique remonte à 2012, fait entendre depuis 2014 la voix des victimes de cyberviolences et une conception originale de la prévention en misant sur une approche positive. D'étape en étape le combat mené pour et avec ces personnes n'a eu de cesse de fédérer.

Quelques faits marquants

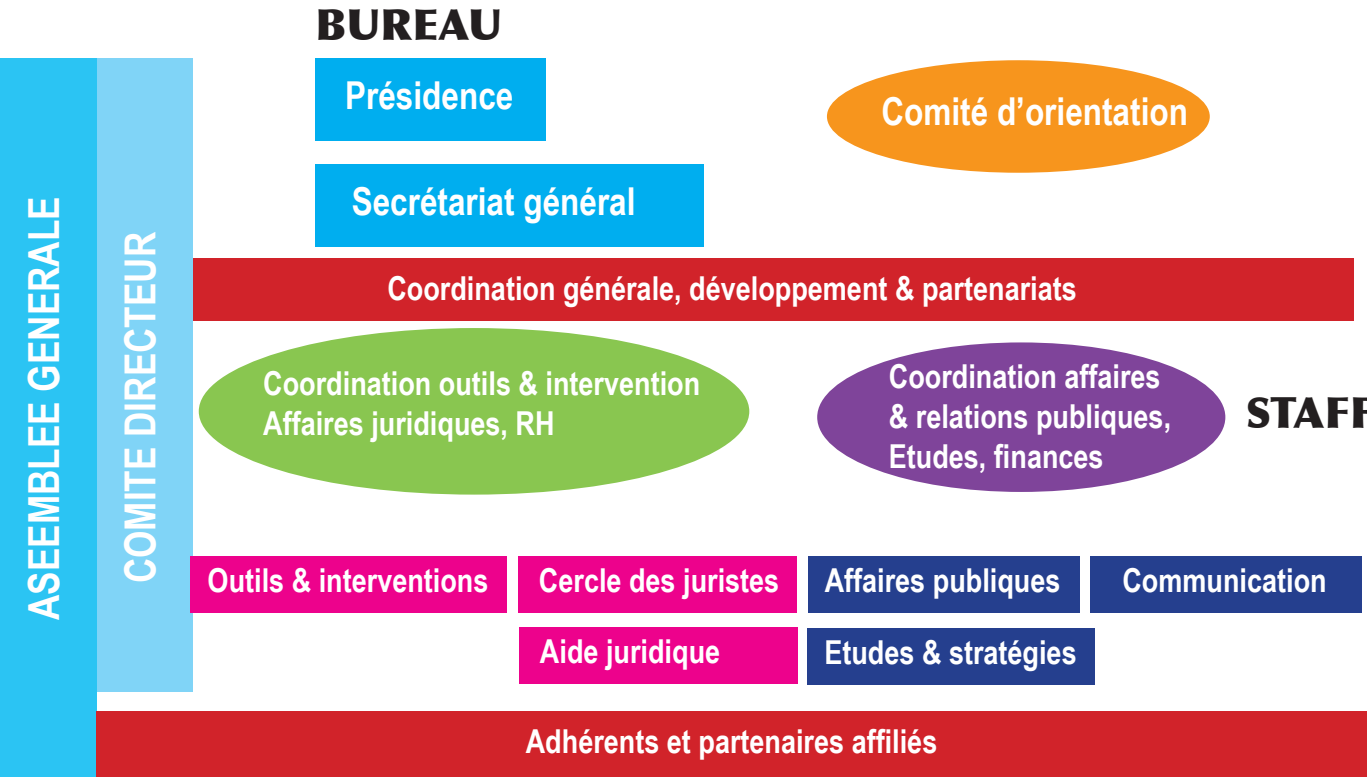
2009	2012	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Création de l'Initiative de Prévention de la Haine	Création de l'association Initiative de Prévention de la Haine	IPH devient Respect Zone. Lancement du Label et de la Charte Respect Zone à la Paris Games Week en Octobre	Campagne vidéo « Une minute de silence pour lutter contre les cyberviolences » (Prix Stratégie catégorie Grande Cause) Partenariat avec l'Éducation nationale « Non au harcèlement » L'UNESCO adopte le label Respect Zone - Partenariat avec le Conseil de l'Europe « No Hate Campaign »	Fondation de Respect Zone (Belgique) Le Barreau de Paris adopte le label Respect Zone - La ville de Chevry-Cossigny est la première commune à adopter le label Respect Zone - Sortie du Livre-Avertissement-Charte « Pour en Finir avec Mein Kampf et combattre la haine sur Internet » - Campagne « Licorne contre Haters »	Publication du manifeste « Internet contre Interhate 50 Propositions pour détoxifier les réseaux sociaux » Partenariat avec TF1 Initiatives Définition de la Charte Respect Zone Handi	Inauguration du Cercle des Juristes - Campagne en soutien des journalistes victimes de cyberviolences - Forum Respect Zone à l'Assemblée Nationale	Campagne « Stop Harcèlement » - Appel des 100 : des personnalités s'engagent contre les cyberviolences/ Événement TF1 Projet sCAN avec la Commission européenne - Campagne autour des slogans de Mai 68 revisités par Respect Zone Développement d'une formation en ligne Projet UE-SCAN (MOOC)	Ouverture de la Clinique juridique des droits humains numériques Paris Dauphine Nomination à l'Observatoire de la Haine en Ligne auprès du CSA. Partenariat avec le Ministère des Sports Inclusion de Respect Zone au sein du collectif Cofrade Professionalisation de la structure

Une nouvelle organisation...

Afin d’être à la hauteur des défis de la haine en ligne en assurant tout à la fois les missions de prévention, de plaidoyer et d’aide juridique aux victimes de cyberviolences, Respect Zone a refondu son organisation.

L’association organise son activité autour de pôles aux périmètres refondus et élargis. Animés par un bénévole de l’association à l’expertise professionnelle reconnue, les pôles sont sollicités sur chacun des projets menés par l’association dès qu’une activité de projet requiert leur spécialité.

Chez Respect Zone, tout projet est une aventure collective. Avec cette structure légère et agile, nous nous donnons les moyens d’être à la hauteur des attentes de nos partenaires en conjuguant professionnalisme et créativité.



....au service de nos outils

Cette organisation renouvée et repensée a pour objectif de donner toujours plus de consistance à nos outils fondamentaux. Ces outils sont l’ADN de Respect Zone, tout projet, toute labellisation ne se fait jamais sans qu’ils ne soient mobilisés. Ils sont les piliers des actions Respect Zone.



La Charte Respect Zone

En quelques principes et engagements, la Charte définit les conditions du respect en ligne. Ouverte à tous, la Charte Respect Zone fonctionne par l’engagement et l’implication volontaire des signataires qu’ils soient des utilisateurs individuels ou des structures collectives. Elle invite à une vie numérique consciente, responsable et réflexive en s’interrogeant sur ses propres comportements en ligne. La Charte invite tant à lutter contre la haine en maîtrisant son propre discours qu’à réagir face à celui de tiers.



Le Label Respect Zone

Tout signataire de la Charte qui respecte ses préconisations et principes est labellisé Respect Zone. Le label se concrétise par l’affichage du logo Respect Zone sur ses espaces numériques. Il est même encouragé pour les institutions éducatives et les entreprises de l’apposer également dans leurs locaux afin de rappeler à l’ensemble des membres de la collectivité l’engagement collectif qui a été pris. Respect Zone demeure vigilant sur l’utilisation du label. Une violation manifeste et répétée de la Charte, sans que les contrevenants ne s’engagent dans un programme de prévention et de formation, conduit à un retrait définitif du label.



Les Brevets de modérateurs

Respect Zone dans toutes ses missions de formation et de prévention construit et réalise des brevets de modération. Ceux-ci sont des missions de formation modulables et adaptables en fonction des profils et besoins des bénéficiaires, du niveau de sensibilisation à destination des plus jeunes à professionnel tant pour les modérateurs que pour les directions d’entreprises.

Une première version de sensibilisation intermédiaire a été développée avec la Commission européenne au sein du projet sCAN. Le partenariat pluriannuel avec Accuracy a été l’occasion de mettre en œuvre un module de formation aux cyberviolences pour le top-management : éthique, responsabilité de l’employeur, gestion RH, modalités de résolution des conflits, brand safety, procédures de signalement, etc.

Un OS révisé pour une identité réaffirmée

L'organisation et les outils de Respect Zone ne seraient que peu de chose s'ils n'étaient pas animés par des principes et valeurs qui font la singularité et l'identité de l'association.

En 2017, Philippe Coen publiait aux éditions du Bord de l'Eau le manifeste Respect Zone : Internet contre Internhate.

Dans ce réquisitoire contre la haine, l'ignorance et le complotisme, le livre expose en détail 50 propositions pour faire triompher le respect de soi et de l'autre sur les espaces numériques en exposant les valeurs et les principes sur lesquels ce combat doit être mené. Depuis, de nombreuses propositions ont été déjà concrétisées.

Cette nouvelle organisation doit permettre la réalisation des propositions encore non concrétisées en restant fidèle à l'esprit qui a présidé à la fondation de l'association.

Une démarche singulière

Un message positif

Une liberté d'expression

Désintéressée

Responsable

Assister

UNIVERSELLE

Moderne

juridiquement

Dialoguer et non

Un label comme une

Altruiste

marque en soi

sanctionner

Internationaliste



Nos accomplissements et actions en 2020

Faire face aux cyberviolences durant
la COVID-19.....17

Clinique Juridique Respect Zone des droits humains
numériques Paris-Dauphine.....18

App Respect Zone : le kit d'urgence face aux cyberviolences
.....19

Tous Concernés : partenaire du programme
« Éthique et Intégrité 2020 » du Ministère des Sports.....20

Panorama de la haine en ligne Netino-Respect Zone21

Nomination de l'association au sein
de l'Observatoire de la haine en ligne.....22

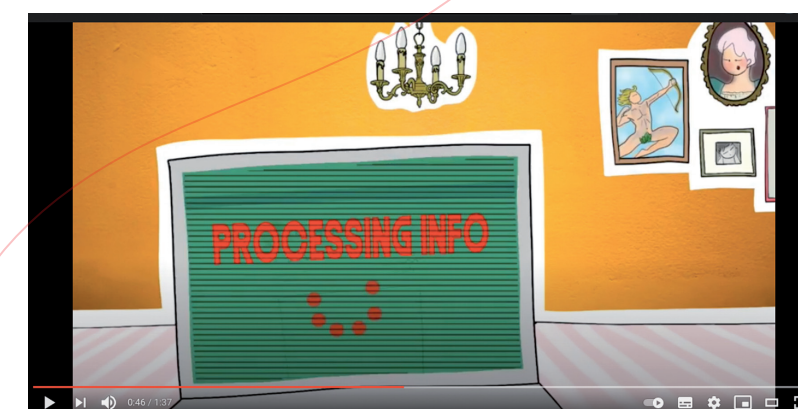
Faire face aux cyberviolences durant la COVID-19

Respect Zone s'est engagé dès les premiers jours du premier confinement et a outillé les internautes face aux risques d'augmentation des cyberviolences et des fausses informations.

Avec la participation bénévole d'Hulé Kékichian, Respect Zone a mis en ligne une vidéo rappelant les mesures prophylactiques à respecter face à l'information



En parallèle, tout au long de ce printemps 2020 confiné, Respect Zone a organisé ou participé à des événements d'échanges avec les internautes notamment sur le réseau Instagram. Respect Zone a ainsi pris part au Lush Festival.



Clinique Juridique Respect Zone des droits humains numériques Paris-Dauphine

La Clinique Juridique Respect Zone des droits humains numériques est la première de son genre en France. Sur le modèle des legal clinics anglo-saxonnes, elle associe des étudiants juristes, des chercheurs et des avocats. Ensemble, ils orientent les justiciables et engagent en parallèle une analyse critique du droit afin de proposer de nouveaux instruments.

L'ambition de ce projet emmené par le Pr. Decocq, dirigé par Philippe Coen (Directeur) et coordonné par Laura-Blu Mauss et Éric Lauvaux, est d'améliorer le traitement des affaires de cyberviolences en France en promouvant une réflexion et une approche par les droits humains en mettant au centre le souci de la dignité des personnes.

Annuellement, une vingtaine de masters-cliniciens prennent une part active et responsabilisante dans le cadre de leurs cursus aux travaux de la Clinique et organisent un cycle de conférences avec des professionnels du droit confrontés aux défis que posent le numérique. Près d'une dizaine d'experts du secteur ont ainsi pris part au cycle inaugural 2020-2021.



Les travaux de la Clinique juridique

A l'occasion de la première édition de la Clinique, les étudiants ont dû travailler sur 3 sujets de fond leur permettant d'apprécier la diversité des enjeux liés à la lutte contre la haine en ligne. Ils ont ainsi eu à rendre compte de leurs travaux de recherche par la production d'une :

Note « aides aux victimes » : fiches détaillées juridiques, parcours de prise en charge, travail de collection jurisprudentielle...

Note « DSA / Suivi projet de Loi » : suivi du travail législatif, comparatif européen...

Note « Pour une taxe de financement d'une autorité de régulation de la haine en ligne »

juridique et d'affaires publiques rendues essentielles sur un objet de droit aussi mouvant que l'est la régulation du numérique.

Les avocats Respect Zone intervenant au sein de la Clinique :

- Anne Cousin, Avocate associée IP/IT, cabinet Herald
- Vincent Denoyelle, Avocat associé IP/IT, cabinet Eversheds Sutherland
- Marie-Daphnée Fishelson, Avocate en droit du travail chez August Debouzy
- Matthieu Juglar, Avocat associé, cabinet JLT Avocats, ancien secrétaire de la conférence du Stage, co fondateur de Respect Zone communi et Droit comme un H
- Vincent Tisler, Avocat publiciste
- Patrick Vilbert, avocat en propriété intellectuelle et droit de la presse, ancien secrétaire de la conférence du Stage

App Respect Zone : le kit d'urgence face aux cyberviolences

Avec le soutien de la DILCRAH, le partenariat actif du cabinet de legal design Amurabi et du designer UX/UI Geoffrey Dorne, Respect Zone a développé une application d'aide et d'orientation à destination des personnes exposées aux cyberviolences.

S'attachant à prévenir les cyberviolences sous toutes formes et depuis toutes ses sources, l'application conseille et oriente aussi bien une personne visée par des cyberviolences, qu'un témoin qu'il soit parent, professeur, ou un inconnu ainsi même que celles qui commettent des actes de cyberviolences.

Le travail de définition du projet et des différentes phases de test réalisées avec des focus groups de différentes tranches d'âges, permet à l'application de viser l'ensemble des catégories d'âge tout en restant particulièrement pertinente et adaptée pour les 14-20 ans qui demeurent les plus exposés.

Le lancement de l'application, en phase de développement final, est prévu pour le printemps 2021.

“ amurabi

innovation juridique par le design

Respect
Zone

« Je reçois des insultes, des humiliations, des photos ou vidéos de moi sont détournées... »

Je me sens seul(e) et je ne sais pas quoi faire... »

Continuer →

« Tu n'es pas seul, beaucoup d'entre nous sont exposés à la cyberviolence. Tu peux t'en sortir et que ça s'arrête. On t'explique comment... »

Commencer →

Je suis un-e élève

De quoi on parle ?

Si une personne t'insulte, te ridiculise, détourne des photos ou des vidéos de toi plus de 2 fois, ça s'appelle du harcèlement et c'est puni par la loi.

Pareil si ça n'arrive qu'une fois, mais par un groupe de personnes.

C'est un délit et c'est grave. Ceux qui le font risquent de 1 à 3 ans de prison, et de 15 à 45000 € d'amende.

« Ce n'est pas à toi d'avoir honte, c'est à ceux qui harcèlent. »

Quelle est la 1ère chose que tu dois faire ?

En parler. A ton proviseur, à ton Conseiller Principal d'Éducation, à un professeur, ton médecin, l'infirmière scolaire, le référent harcèlement de ton école, tes amis proches, tes parents...

Ils sont tous là pour t'écouter et t'aider.

Ok, je continue →

Je suis un-e élève

Et ensuite ?

Protège-toi en 3 étapes :

1. Garde des preuves : n'efface pas les messages mais fais des copies d'écran et garde les sur une clé USB ou un disque dur externe.

2. Si des personnes étaient avec toi, demande-leur de témoigner.

3. Si ça recommence, envoie ton bouclier :

→ Bouclier contre une personne :

C'est fait au moins deux fois que tu t'insultes, que tu me ridiculises ou que tu détournes des photos de moi. Ça s'appelle du harcèlement et c'est puni par la loi. Tu risques de 1 à 3 ans de prison et de 15000 à 45000 € d'amende. STOP.

Télécharge cette image pour l'envoyer !

→ Bouclier contre un groupe :

Vous êtes plusieurs à m'insulter, à me ridiculiser ou à détourner des photos de moi. Ça s'appelle du harcèlement et c'est puni par la loi. Vous risquez, chacun, de 1 à 3 ans de prison et de 15000 à 45000 € d'amende. STOP.

Télécharge cette image pour l'envoyer !

Et si ça ne s'arrête pas ? Tu peux porter plainte au commissariat. Pour toi-même mais aussi pour aider d'autres personnes dans le même cas.

Click ici pour comprendre comment porter plainte.

Ok, je continue →

Tous Concernés : partenaire du programme « Éthique et Intégrité 2020 » du Ministère des Sports

Le Ministère des Sports déploie une action publique ambitieuse et affirmée de prévention et de lutte contre les situations à risque dans le sport. Dans son programme « Éthique et Intégrité 2020 », le Ministère entend sensibiliser l'ensemble des acteurs du monde des sports, associatifs comme professionnels, aux harcèlements sexuels et aux discriminations.

Dans ce cadre, Respect Zone intervient comme expert transversal « cyberviolences ». L'association intervient ainsi auprès des structures du Grand INSEP à destination des encadrants et jeunes sportifs de haut niveau. Cette action est également déclinable dans tout club et toute fédération sportive qui souhaite s'engager.

En parallèle de cette action, Respect Zone accompagne également le Ministère des Sports dans l'élaboration d'un référentiel d'évaluation des engagements des fédérations sportives sous la coordination de l'AFNOR.



Panorama de la haine en ligne Netino By Webhelp- Respect Zone

L'entreprise Netino by Webhelp, acteur majeur de la modération commerciale de contenu, est depuis plusieurs années partenaire de l'association Respect Zone. Convaincue de la nécessité d'accroître son engagement citoyen face aux pics de haine en ligne qu'a connus l'année 2020, Netino s'est rapprochée de Respect Zone afin d'intensifier les causes menées et défendues en commun.

Grâce à son activité et ses milliers de modérateurs à travers le monde, Netino est aux avant-postes de la haine en ligne. Ce positionnement lui permet de collecter des données précieuses sur ces questions. Depuis 2017-2018, l'entreprise a ainsi développé petit à petit un Baromètre trimestriel de la haine en ligne dès l'année suivante.

L'année 2020 a démontré que disposer des informations, sans partager dans le même temps les clés de compréhension, revenait à jouer à un jeu à somme nulle. Ainsi Respect Zone intervient auprès de Netino pour expliciter, analyser, faire vivre ces données en les ré-encadrant dans leurs différents contextes (politique, économique, linguistique, social, etc.).

Le Baromètre trimestriel de la haine en ligne Netino - Respect Zone est publié sur une base régulière à partir de 2021.

En s'engageant dans ce projet, Respect Zone s'implique pleinement dans des missions d'analyses sociologiques de la haine en ligne. Respect Zone produit des idées en faisant se répondre statistiques, droit, numérique, sciences sociales, et tant d'autres disciplines, en fonction de nos contributeurs bénévoles.



Nomination de l'association au sein de l'Observatoire de la haine en ligne

A l'été 2020, le CSA inaugurerait l'Observatoire de la haine en ligne, une instance organisée par la Loi n° 2020-766 du 24 juin 2020 visant à lutter contre les contenus haineux sur internet (dite Loi Avia). L'Observatoire de la haine en ligne, principal forum des sujets relatifs à vie citoyenne en ligne, réunit des chercheurs experts, les ministères et institutions participant à lutter contre la haine en ligne, des représentants de la société civile et, bien entendu, des représentants des plateformes.

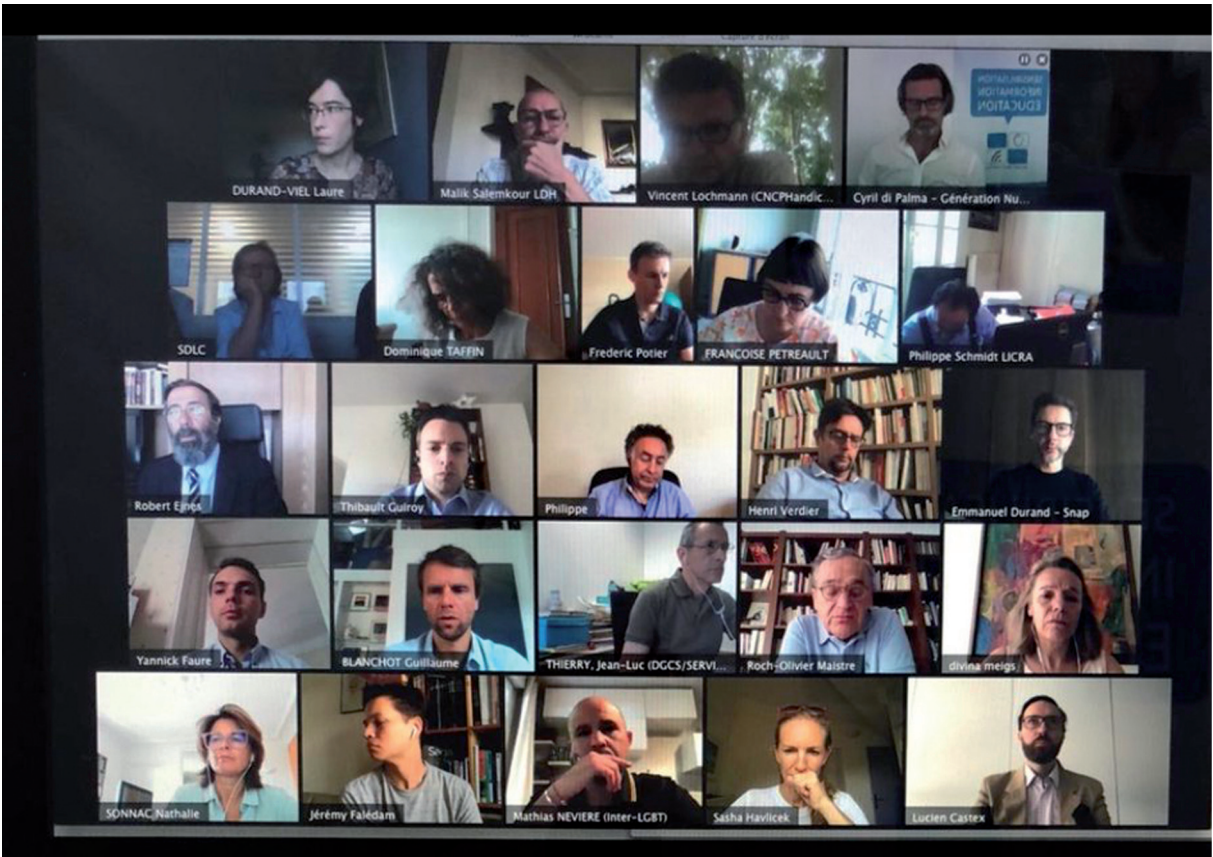
Lieu d'échange unique et original, table ronde permanente face à la haine en ligne, l'Observatoire est également la concrétisation de l'une des principales propositions de Respect Zone. Il a pour mission :

- 1. Définir juridiquement les contenus haineux
- 2. Quantifier la prévalence sur le net pour objectiver l'ensemble des formes sous lesquelles ils se présentent
- 3. Déterminer les meilleurs moyens technologiques pour lutter contre leur propagation
- 4. Proposer des contenus de formation et de sensibilisation pour prévenir leurs apparitions et doter les victimes des ressources nécessaires et utiles en fonction de leurs situations.

Respect Zone s'implique sur l'ensemble de ces 4 groupes de travail et noue avec l'ensemble des participants des relations de travail et de collaboration à la fois exigeantes et soucieuses des contraintes de chacun.

Membre fondateur, Respect Zone dispose d'un mandat de deux ans comme l'ensemble des autres participants.

Cette première « législature » de l'Observatoire doit, dans ce laps de temps si court à la vue de la taille des problèmes que les membres auront à résoudre et si long compte tenu des souffrances qu'engendrent quotidiennement les contenus haineux, faire la preuve de la pertinence d'une gouvernance partenariale du web offrant un équilibre entre la nécessaire indépendance d'Internet et la régulation unilatérale par les États du cyberspace.



Propager le respect

Une activité de plaidoyer efficace et reconnue.....24

Loi visant à lutter contre les contenus haineux en ligne.....25

Rapport « Comprendre et combattre le harcèlement scolaire » du député Balanant.....26

Audition mission d'information sur les nouvelles formes de racisme.....27

Digital Services Act : Respect Zone s'engage au niveau européen.....28

Une coopération associative en France et à l'international.

ST#AR : impliquer la jeunesse /

AJCF : lutter contre le racisme anti-asiatiques.....29

Caméléon : protéger l'enfance au Nord comme au Sud /

Cyberbullying.pt : uniformiser l'aide aux victimes en Europe.....30

Respect Zone : un projet global /31

Communication : une audience internationale.....32

Une activité de plaidoyer efficace et reconnue Loi visant à lutter contre les contenus haineux en ligne

Chantier au long cours de l'association Respect Zone, la loi « Avia » prodiguant un nouveau cadre juridique pour lutter contre la haine en ligne a été adoptée avant d'être largement censurée par le Conseil constitutionnel. Subsistent néanmoins du texte 3 dispositions phares : la création d'un parquet spécialisé, l'organisation d'un Observatoire de la haine en ligne, et l'uniformisation des procédures de signalement des contenus haineux. Trois propositions portées par Respect Zone.

Pour rappel, depuis la conférence organisée à l'Assemblée Nationale le 14 juin 2018 en présence d'une dizaine de hautes personnalités, Respect Zone a réussi à sensibiliser les parlementaires à l'urgence de la lutte contre les cyberviolences.

Ainsi, dans le cadre de la proposition de la loi Avia le 20 mars 2019, Respect Zone a pu faire entendre sa voix, par la voix de son Pôle Affaires publiques dirigé par Anne-Charlotte Gros, et obtenir la reprise de 9 de ses nombreuses propositions :

1. L'extension du champ d'application de la loi
2. La mise en place d'un signalement unique
3. L'amélioration de la notification des contenus haineux
4. L'amélioration des informations mises à la disposition du public
5. Le renforcement de l'obligation de transparence des plateformes
6. L'introduction d'un volet préventif dans le corps de la loi
7. La sensibilisation des mineurs et de leurs parents à toute nouvelle souscription à des services
8. La création d'un observatoire de la haine sur Internet
9. L'intégration de la lutte contre la haine en ligne dans les programmes scolaires et la formation des enseignants

En décembre 2019, le Sénat supprimait la mesure phare du texte consistant à obliger les plateformes sous peine de sanctions, à retirer en 24 heures tout contenu signalé comme « haineux ».

Respect Zone a été sollicité pour faire des propositions concrètes pour dégager un compromis entre les participants à la commission mixte paritaire de janvier 2020. Finalement, l'échec de la commission mixte paritaire n'a pas empêché la proposition de loi d'être adoptée définitivement le 22 janvier 2020 par l'Assemblée Nationale bien que le Conseil constitutionnel, saisi par le groupe LR du Sénat, ait censuré quelques mois plus tard la majeure partie du texte.

À cette occasion, l'association a tenu à exprimer ses regrets de voir les victimes de cyber violences encore dépourvues à la suite de cette décision d'un cadre protecteur quand bien même comprenait-elle et respectait-elle le raisonnement des Sages.



Rapport « Comprendre et combattre le harcèlement scolaire » du député Balanant

À la mi-octobre 2020, le député Modem du Finistère remettait au Premier ministre un rapport sur le harcèlement scolaire en préconisant 120 propositions pour combattre ce phénomène.

Respect Zone fondée à la suite d'un cas de cyber harcèlement scolaire ne peut que se réjouir de cette prise en compte affirmée de cette question par les pouvoirs publics. Loin d'être l'une des affaires passagères de la jeunesse, le harcèlement à l'école doit être pris au sérieux : près de 10% des enfants scolarisés en France en souffrent et sont, à jamais, marqués par ces épisodes traumatiques.

Le député Balanant a par ailleurs salué le travail de Respect Zone et recommande notre démarche comme une bonne pratique à répliquer et à étendre, et convaincu de la pertinence de notre approche holistique et positive :

« L'association Respect Zone promeut des politiques positives mettant en lumière la notion de respect, davantage que celle de la répression des comportements fautifs. Cette approche permet de mettre en perspective la question du harcèlement dans une problématique plus large. Cette association s'efforce de labelliser un nombre croissant de sites web via l'adoption d'une charte de respect d'autrui et de modération. Ce type d'initiative - sensibilisation par la labellisation de sites - est à encourager (...). »

Audition mission d'information sur les nouvelles formes de racisme

« J'étouffe », prononcé en français ou anglais dans un murmure suppliant ou scandé avec indignation, est devenu depuis plusieurs années le slogan de la dénonciation du racisme, parfois traduit par des violences policières.

Sensible aux différents mouvements sociaux de dénonciation du racisme sous toutes ses formes et attentive également à l'évolution de l'antisémitisme, la conférence des présidents de l'Assemblée nationale a décidé de créer une mission d'information parlementaire sur les nouvelles formes de racismes et les réponses à y apporter.

Cette mission, présidée par Monsieur Réda assisté de Madame Abadie, rapporteure, a organisé une série d'auditions durant l'année 2020 en invitant historiens, sociologues, représentants syndicaux, associations et professionnels du droit à éclairer la représentation nationale sur l'état des tensions racistes et haineuses traversant notre société.

Respect Zone a déposé devant la mission le 1er octobre 2020 aux côtés des associations e-Enfance et Coexister. Il a rappelé l'attachement de Respect Zone à lutter contre toutes les formes de racisme et de haine sans hiérarchisation dans une perspective résolument universaliste tout en présentant les initiatives de formation et de prévention face aux racismes en ligne portées par l'association misant sur une approche « positive » déclinant la notion de respect.

Digital Services Act : Respect Zone s'engage au niveau européen

Le Digital Services Act ?

Première zone économique mondiale, l'Union européenne doit faire face aux diverses évolutions technologiques qui sont venues modifier tant les moyens d'échanges commerciaux que les canaux de communication du débat public démocratique en moins de 20 ans.

Priorité de la Commission européenne sur laquelle la présidente Ursula von der Leyen a bâti une grande partie de sa campagne, le Digital Services Act est un ensemble d'instruments législatifs devant réviser la directive e-commerce adoptée en 2000. Le Digital Services Act, en souhaitant réguler le marché unique digital européen, s'intéresse ainsi tout particulièrement aux « plateformes » et aux contenus illégaux qui y circulent.

Cette initiative communautaire n'est pas sans faire écho aux textes déjà discutés en Allemagne ou en France, notamment, sur l'encadrement des discours de haine et des infox circulant en ligne.



Le 15 décembre 2020, la Commission européenne publiait son avant-projet de Digital Services Act.

En amont de cette publication, Respect Zone a pris part à la Consultation publique qui s'est clôturée en septembre 2020 en rédigeant une liste de préconisations définies au terme d'un travail étalé sur plusieurs mois ayant réuni différents experts et avocats partenaires de l'association.

En plus de cet investissement, Respect Zone s'est attaché à rencontrer des eurodéputés chargés de la rédaction du rapport de recommandation à la Commission européenne adopté en séance plénière en octobre 2020.

Enfin, quelques jours avant la publication du projet de la Commission européenne, Respect Zone publiait avec plusieurs partenaires européens une tribune dans le Huffington Post rappelant l'importance de ce texte pour parvenir à éradiquer la haine en ligne.

Nos recommandations adressées à l'Union européenne

Favoriser l'émergence d'un droit au respect numérique au niveau Européen

- Affirmer le droit au respect et à la dignité numérique pour tout citoyen européen.
- Adopter une Charte européenne du respect en ligne pour promouvoir la tolérance, le pluralisme et l'expression équitable en ligne.
- Intégrer par défaut le « Respect by Design » dans l'ergonomie des grandes plateformes digitales.
- Créer un bouton unique du respect numérique, pour l'accès à la modération (prévention, éducation et signalement).
- Accroître la transparence des principales plateformes numériques en créant une obligation de publication d'un rapport annuel sur les opérations de modération et de lutte contre les contenus haineux.
- Adopter une signalétique numérique uniformisée pour promouvoir le respect en tant qu'outil de communication dans les réseaux sociaux et dans les flux de discussion et de commentaires en ligne.
- Proposer des tutoriels expliquant les règles du respect numérique aux utilisateurs des grandes plateformes numériques ainsi que leurs conditions de service.
- Créer un registre judiciaire européen de la cyberdélinquance sous le patronage d'Eurojust permettant l'information continue des plateformes sur les contenus sanctionnés par les tribunaux et qu'elles sont tenues de supprimer.
- Encourager le recours à des médiateurs en cas de publication de contenus préjudiciables par des particuliers avant de prendre des mesures strictes.
- Promouvoir un statut de « signaleur de confiance » défini par les pouvoirs publics pour les ONG qui luttent contre les contenus préjudiciables et illégaux en ligne.
- Encourager les agences de publicité et les annonceurs à investir dans des espaces qui promeuvent les valeurs de respect numérique.
- Privilégier l'attribution d'aides européennes aux structures qui démontrent leur capacité à adopter une politique interne et externe de respect numérique.
- Créer un poste de correspondant « respect et dignité humaine » dans les entreprises sur le modèle des délégués à la protection des données (RGPD).
- Inclure un volet « lutte contre la cyberviolence » dans les rapports des entreprises sur la RSE.
- Instaurer une formation en ligne obligatoire suite à la souscription de tout abonnement au profit d'utilisateurs mineurs (téléphone ou connexion internet) ou pour toute création de profil en ligne concernant un mineur.
- Exiger des opérateurs fournissant des contenus digitaux pour adultes de vérifier l'âge des utilisateurs avant qu'ils n'accèdent au service.
- Encourager les États membres à introduire des sanctions qui incluent une dimension éducative dans les affaires de cyberviolences (suspension temporaire des réseaux sociaux, formation à la citoyenneté, travail d'intérêt général).

Mobiliser les citoyens européens face à la haine en ligne.

- Éduquer les citoyens européens au respect numérique et aux règles de modération en ligne.
- Inviter les États membres à introduire dans les programmes éducatifs des modules spécifiques sur les cyberviolences.
- Mettre en place un baromètre et un Observatoire européen du respect numérique
- Proposer un certificat européen du modérateur dans les écoles et les entreprises européennes.
- Élaborer un plan européen de prévention des risques de cyberviolences.
- Créer une plate-forme européenne de contre-discours.
- Reconnaître la profession de modérateur et créer une certification professionnelle.
- Participer à la construction d'un outil européen de lutte contre la conspiration et les fausses nouvelles (par exemple en créant une base de données des sites de conspiration).
- Instaurer la Journée européenne du respect et de la communication non violente
- Ouvrir une consultation publique permanente sur l'amélioration du climat numérique, menée par l'Observatoire européen du respect du numérique.

Une coopération associative en France et à l'international



ST#AR : impliquer la jeunesse

ST#AR ce sont avant tout quelques jeunes d'une vingtaine d'années qui ont décidé dans le cadre de leurs études que s'il fallait « monter un projet » pour valider leur année, autant faire en sorte que celui-ci compte et bénéficie au plus grand nombre ! Pour eux pas de doute : il fallait lutter contre la haine en ligne.

Avec cette jeune association constituée d'étudiants en école de commerce connaissant mieux les recoins des réseaux sociaux que les lignes de leurs propres mains – cachées par leurs smartphones –, Respect Zone travaille à produire des discours qui entrent en résonance avec les préoccupations des lycéens et jeunes adultes sur le Net.

Ce partenariat jeune et stimulant permet, en outre, de sensibiliser l'EDHEC Nice au respect en ligne.

AJCF : lutter contre le racisme anti-asiatiques

La crise du COVID a été une énième occasion de constater l'acceptabilité sociale en France des discours anti-asiatiques pourtant résolument racistes. La haine en ligne ne crée jamais de nouveaux types de discriminations par elle-même, elle n'offre qu'une chambre d'écho à ce qui préexiste déjà en dehors.

L'Association des jeunes chinois de France s'engage depuis plusieurs années à promouvoir la culture asiatique qui est depuis longtemps une part également de ce syncrétisme qu'est la culture française.

Ses membres, confrontés au déferlement de haine et à la propagation des thèses complotistes, ont sollicité l'aide juridique de Respect Zone.

Un premier événement commun de sensibilisation à la lutte contre les discours anti-asiatiques en ligne a ainsi été organisé en présence de représentants de la DILCRAH et de la généreuse participation des youtubeurs Jowti et Maie Palot, inaugurant un travail continu sur cette question encore trop absente des considérations des décideurs politiques.



Caméléon : protéger l'enfance au Nord comme au Sud

Caméléon est une association majeure de protection des droits de l'enfant. Active historiquement aux Philippines où elle accueille au sein d'un foyer des mineurs en danger, l'association déploie également des actions de prévention à destination des publics scolarisés ainsi que de plaider au niveau national et communautaire.

Respect Zone et Caméléon souhaitent œuvrer collectivement à une meilleure prise en compte des phénomènes de cyber-pédocriminalités qui enjambent les frontières et dont l'économie repose, en partie, sur une exploitation des enfants des pays du Sud par des internautes ressortissants d'Europe ou d'Amérique du Nord.

Pour combattre cette cyberviolence portant atteinte aux plus jeunes, Respect Zone a rejoint avec le parrainage de Caméléon France le Conseil français pour les droits de l'enfant (COFRADE).

Respect Zone et Caméléon se sont engagés à collaborer sur deux ans pour produire des dispositifs de formation et d'information à destination des écoles et du grand public aux sujets des violences sexuelles en ligne et à porter collectivement au niveau national comme européen des recommandations réglementaires et d'action publique pour mettre un terme à ce fléau et garantir, toujours, l'intérêt supérieur de l'enfant.



Cyberbullying.pt : uniformiser l'aide aux victimes en Europe



Cyberbullying.pt est une initiative portugaise emmenée par Tito de Moraes, Luis Fernandes et Sónia Seixas de prévention du harcèlement en ligne.

À l'occasion de la seconde édition du Global StopCyberbullying Telesummit tenu cette année à laquelle Respect Zone a été conviée, cyberbullying.pt a décidé d'adopter le label Respect Zone et décliner au Portugal l'activité et les messages de l'association.

Le Cercle des juristes Respect Zone est dorénavant doté d'une représentation au Portugal.



Respect Zone : un projet global

Une présence internationale

Respect Zone ne se contente pas de simples mots lorsque nous affirmons mener ce combat contre la haine en ligne en restant fidèle à l'universalisme. Cet attachement à lutter contre la haine sous toutes ses formes et où qu'elle soit nous a enjoint à traduire la Charte Respect Zone en plus de dix langues.

Plus encore, Respect Zone s'astreint à déployer son action le plus largement possible autant qu'à confronter ses propositions et ses outils à d'autres contextes socioculturels que celui de la France.

Respect Zone est ainsi présent en France, en Belgique et aux États-Unis.



Communication : une audience internationale

En s'attaquant au problème global de la haine en ligne, Respect Zone porte son message universel à travers plusieurs langues et rencontre un accueil favorable dans la discussion mondiale qui se noue autour de cette problématique.

En 2020, Respect Zone a ainsi porté son message en anglais, notamment, sur le plateau de The Debate de France 24 et celui d'Euronews.



Mais également depuis Lisbonne en anglais et en portugais.



Respect Zone a également été invité à s'exprimer tout au long de la discussion de la loi Avia et à la suite de la mise en place de l'Observatoire de la haine en ligne dans différents médias généralistes ou spécialisés dans le monde du droit.



Article proposé par un Partenaire

LE CERCLE DES JURISTES DE RESPECT ZONE, UN THINK-TANK POUR PRÉVENIR LES CYBERVIOLENCES.



Former au respect sur le terrain

Une présence affirmée dans les écoles, collèges et lycées /
Collège Gabriel Seurat – Courbevoie
Groupe Scolaire Janson de Sailly – Paris /
Lycée Bichat – Lunéville35

Des interventions adaptées à l'enseignement supérieur
ISCOM.....37
ESSCA38

Des outils dédiés aux entreprises et aux managers
Accuracy.....39

Labelliser votre structure ?40

Nous soutenir et nous rejoindre.....42

Qui sommes-nous ?43

Une présence affirmée dans les écoles, collèges et lycées

Exemples d'interventions :

Collège Gabriel Seurat – Courbevoie

Depuis maintenant près de trois ans, les équipes du collège Seurat et Respect Zone travaillent main dans la main pour prévenir les cyberviolences et faire vivre la charte du respect au sein de l'établissement. En 2020 encore, Respect Zone est intervenu auprès des classes pour associer pleinement les élèves à la lutte contre la haine en ligne et le harcèlement.



Groupe Scolaire Janson de Sailly – Paris



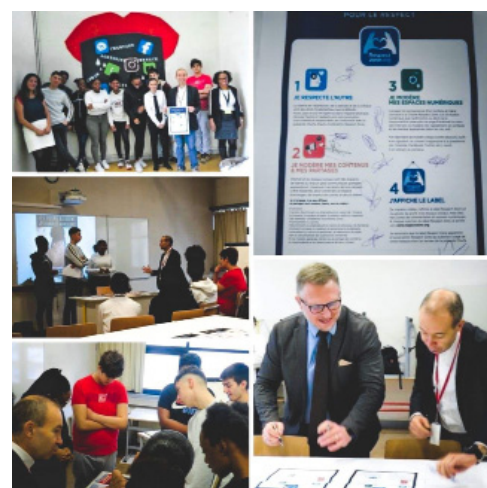
Plus grand groupe scolaire hexagonal et partenaire historique de Respect Zone, le groupe scolaire Janson de Sailly n'est pas seulement une zone d'excellence académique mais également de respect. En 2020, Janson de Sailly a réaffirmé son engagement en apposant symboliquement le label Respect Zone sur ses grilles.

Lycée Antonin Carême - Savigny-Le-Temple

Sous l'impulsion du proviseur Laurent Deprez et de Roxane Delcroix, une douzaine d'élèves se sont portés volontaires pour recevoir la formation d'ambassadeurs Respect Zone et concourir au concours pour le Respect qui aurait dû se tenir le 30 mars dans les locaux de Facebook France.



Le lycée Bichat a été en 2020 l'une des plus belles surprises de l'année. La CPE de l'établissement souhaitant s'engager dans la lutte contre le cyberharcèlement et les cyberviolences à l'occasion de la journée #NonAuHarcèlement s'est saisie par elle-même des outils et des propositions de Respect Zone pour organiser cette journée. Au terme de celle-ci, Respect Zone et l'établissement se sont engagés à promouvoir le respect comme rempart pérenne à la haine.



Des interventions adaptées à l'enseignement supérieur

ISCOM

ISCOM

L'ISCOM, grande école de communication et de publicité aux huit campus, répartis à travers la France a fait le choix de se labéliser Respect Zone en engageant ses équipes comme ses étudiants dans une prise en compte toujours plus fine de la responsabilité de chacun à prévenir tout type de harcèlement, de haine, de discrimination et de violence en ligne.

En formant les futurs professionnels de la communication digitale, l'ISCOM affirme ainsi aux côtés de Respect Zone que l'avenir de la communication sera respectueux et inclusif ou ne sera pas.

Engagé dans un partenariat de 3 ans, Respect Zone a adapté son activité de formation au public de jeunes adultes en voie de professionnalisation que sont les étudiants de l'ISCOM.

Les étudiants de l'ISCOM, en plus de se voir dispenser annuellement différents modules de sensibilisation et formation à la modération de contenu, sont associés à la construction de la stratégie de communication de Respect Zone. En effet, certaines promotions de l'École sont invitées à réfléchir aux meilleurs moyens de présenter » le respect afin d'en garantir sa meilleure diffusion.

Ce partenariat innovant, reposant sur une logique de co-construction de la prévention de la haine en ligne, fait le pari que toute action de prévention ne peut être réussie qu'à travers l'association la plus horizontale possible des publics et des intervenants. Savoirs-usagers, savoirs-citoyens, et savoirs-experts doivent se conjuguer et s'articuler pour que des réponses adaptées et partagées par les acteurs puissent être énoncées.

En parallèle de ces activités, Respect Zone et son Cercle des Juristes se tiennent à la disposition de l'établissement comme de ses étudiants en qualité de comité éthique consultatif pour émettre des recommandations non-contraignantes aux sujets de cas de cyberviolences qu'ont à connaître l'ISCOM.



ESSCA

Respect Zone est depuis fin 2019 en lien avec l'ESSCA, grande école de commerce qui fait la fierté de la ville d'Angers.

Dans le cadre de leur collaboration et partenariat prochain, Respect Zone et l'ESSCA ont collaboré sur la mise à disposition du MOOC d'initiation à la modération des propos haineux en ligne créé par Respect Zone dans le cadre du projet européen SCAN.

Ce premier MOOC de formation de Modérateur en ligne Européen, gratuit et certifiant via l'obtention d'un badge électronique, disponible en français et en anglais, a été mis à la disposition des 5.000 élèves français et étrangers du campus.

Il leur a permis d'acquérir des notions et des compétences en management de la modération des espaces en ligne sur le fondement de l'éthique numérique.

Ce cours met l'accent sur les manifestations de la haine et vous propose des outils et techniques pour y faire face.

Respect Zone a également accompagné l'ESSCA lors d'une journée de sensibilisation et de prévention en organisant un atelier de sensibilisation aux cyberviolences auprès de plus de 200 élèves à distance.



Des outils dédiés aux entreprises et aux managers

Accuracy

En 2020, Accuracy, firme globale de consulting présente à travers le monde, a signé avec Respect Zone un partenariat ambitieux faisant de la prévention des cyberviolences une ligne de force de sa stratégie RSE.

Pour répondre aux besoins d'une telle entreprise, Respect Zone s'est engagé à agir en son sein et aux côtés des collaborateurs par une pluralité d'approches conjointes témoignant de la nécessité d'adopter une prise en compte globale et multisituée du phénomène des cyberviolences.

Ainsi, en plus de sensibilisations et de formations dispensées à l'ensemble des collaborateurs, Respect Zone accompagne les community managers d'Accuracy dans l'acquisition des bonnes pratiques en matière de modération mais, également, les top-managers en leur dispensant les savoirs juridiques, techniques et relationnels nécessaires à une prise en charge optimale des cas de cyberviolences pouvant intervenir depuis l'extérieur de l'entreprise comme en son sein.

Respect Zone assure le rôle d'un comité éthique indépendant et délocalisé, et démontre ainsi aux côtés de la société Accuracy la nécessité de prendre au sérieux les problématiques de haine en ligne pour garantir la qualité du climat social au sein de l'entreprise.



Interventions universitaires de Respect Zone

Intervention de Respect Zone au sein du MBA intelligence juridique de l'EGE

Pour lutter contre les violences en ligne, Respect Zone a fait le choix d'intervenir dans toutes les institutions structurantes de la vie des individus au premier rang desquelles l'école et l'entreprise.

L'expertise des membres de Respect Zone du monde de l'entreprise est d'ailleurs largement reconnue. Depuis plusieurs années, Philippe Coen intervient régulièrement au sein du MBA Intelligence juridique de l'École de guerre économique dirigée par Véronique Chapuis-Thuault, également membre de l'association. Cet attachement à saisir la haine dans tous ses milieux en s'attachant aux spécificités du monde de l'entreprise fait la force et la pertinence de Respect Zone.

Des cabinets d'avocats ont également signé chacun une convention de partenariat en 2020 :

Skadden, Arps, Slate, Meagher & Flom LLP & Affiliates (Paris)

Eversheds Sutherlands (Paris)

Cabinet Kramer Levin & Dreyfus



Labelliser votre structure ?

Comment faire ?

École, université, établissement public, collectivité territoriale, entreprise, cabinet d'avocats, association, structure du monde des arts et du spectacle... Nous nous adaptons toujours à vos besoins et à vos contraintes dans une démarche de co-construction des formations et des interventions suite à votre labellisation.

Nous contacter

- 1- Adhérer à nos conditions générales d'affiliation et s'acquitter d'une contribution annuelle définie en fonction de votre chiffre d'affaires annuel.
- 2- Établir avec Respect Zone un plan d'action éventuel pour vos besoins spécifiques internes (formations et sensibilisations hors forfait, définition d'une procédure de signalement et d'accompagnement interne, etc.) par une convention particulière de partenariat.
- 3- Organiser en lien avec Respect Zone votre Cérémonie de labellisation.
- 4- Prendre date pour l'organisation de vos sensibilisations annuelles.
- 5- Afficher sur vos espaces numériques le label Respect Zone.

Votre interlocutrice : Laura-Blu Mauss
laura-blu.mauss@respectzone.org

Les conditions et nos offres de prestations

Pour être labellisé Respect Zone, la seule condition est de respecter les dispositions de la Charte Respect Zone tout en mettant en œuvre, conjointement avec Respect Zone, les moyens adaptés pour en assurer l'adoption par vos partenaires, collaborateurs et usagers.

JE M'ENGAGE

POUR LE RESPECT



1



JE RESPECTE L'AUTRE

La liberté de l'expression, de la pensée et de la critique sont des droits fondamentaux que je défends. Aussi, que ce soit en ligne ou dans l'espace physique, j'écoute l'autre et j'adopte une communication non-violente et responsable, en conformité avec la présente Charte d'auto-modération Respect Zone.

2



JE MODÈRE MES CONTENUS & MES PARTAGES

Internet et les réseaux sociaux sont des espaces de liberté où chacun peut communiquer, partager, apprendre et s'épanouir. Les droits de tous doivent y être respectés, pour construire un espace d'échanges, de respect des autres et de soi-même.

Je m'engage à ne pas diffuser ni partager tout contenu (texte, son ou vidéo) :

- harcelant,
- raciste, discriminant, ou stigmatisant en raison de : l'origine, la croyance, la couleur de peau, la religion réelle ou supposée (par exemple : chrétienne, musulmane, juive),
- homophobe ou sexiste,
- discriminant ou stigmatisant en raison du physique, du handicap,
- incitant à la haine, la violence, le terrorisme ou la barbarie,
- malveillant ou intime et personnel ; et néanmoins divulgué sans le consentement de la personne concernée.

D'une manière générale, j'émets ou je partage des contenus en responsabilité et en faisant preuve de sens critique.

3



JE MODÈRE MES ESPACES NUMÉRIQUES

Lorsque j'ai connaissance d'un contenu en ligne contraire à la Charte Respect Zone, sur un espace numérique que j'administre ou dont j'ai la responsabilité (exemple ma page Facebook ou mon site Internet), je modère très rapidement, en contexte et de manière appropriée selon les cas, soit :

- en répondant de manière critique (contre-discours), ou/et
- en signalant ce contenu inapproprié à la plateforme (ex. Youtube, Facebook, Twitter, etc.), ou/et
- en retirant ce contenu.

4



J'AFFICHE LE LABEL

De manière visible, j'affiche le label Respect Zone sur ma photo de profil, mes réseaux sociaux, mes sites, mes zones de commentaires et espaces numériques. À chaque insertion du label Respect Zone, je pointe vers www.respectzone.org.

Je reconnais que le label Respect Zone appartient à l'association Respect Zone qui autorise l'usage de cette marque selon les termes de la présente Charte.

ADOPTÉ LE _____ PAR L'ENTREPRISE _____

REPRÉSENTÉ PAR _____

« À VALOIR CE QUE DE DROIT »

Nous soutenir et nous rejoindre

Vous êtes une personne physique et vous souhaitez nous soutenir ou nous rejoindre pour participer à la diffusion du respect face à la haine en ligne ?

Vous pouvez nous soutenir financièrement en réalisant une donation défiscalisée sur notre page Hello Asso.

www.helloasso.com/associations/respect-zone/formulaires/5

Vous pouvez nous rejoindre en nous contactant ou en adhérant directement par notre page Hello Asso.

www.helloasso.com/associations/respect-zone/adhesions/adhesions-2020

Nos données chiffrées et financières sont accessibles sur demande.

Qui sommes-nous ?

Le bureau

Philippe Coen, président-fondateur

philippe.coen@respectzone.org

Avocat, directeur juridique d'une grande entreprise, Philippe Coen s'est engagé tout au long de sa carrière dans la lutte contre le racisme et la promotion de l'éthique au sein d'associations anti-racistes ou professionnelles. Formé au droit en France comme aux États-Unis où il a fréquenté les bancs des prestigieuses Kennedy School et Law School d'Harvard, il apporte un souffle moderne et international à la lutte contre la haine en ligne.

Estelle Chemla, secrétaire-générale

Estelle.chemla@respectzone.org

Juriste spécialisée dans le numérique et les questions de propriétés intellectuelles, Estelle Chemla adapte avec Respect Zone son goût de l'associatif acquis dans les rangs des Éclaireurs Israélites de France en apportant cette double expérience juridique et associative.

Vincent Tisler, trésorier

Vincent.tisler@respectzone.org

Jeune avocat en droit public inscrit au Barreau de Paris avec une carrière de militant politique déjà bien remplie, Vincent Tisler apporte à Respect Zone son expérience en stratégie politique, gestion des organisations et son expertise en droit administratif.

Le comité directeur

Éric Lauvaux, responsable des Affaires juridiques

eric.lauvaux@respectzone.org

spécialiste incontestable en droit de la propriétés intellectuelles, Éric Lauvaux est assurément un ténor du barreau de Paris où son cabinet, Nomos, est reconnu par des acteurs économiques majeurs du secteur du numérique, des médias et des télécommunications qui recourent à ses services. Grâce à sa pratique quotidienne des méandres du droit et sa connaissance fine de l'écosystème de la régulation numérique, Eric Lauvaux permet à Respect Zone d'occuper la position d'association juridique de référence en matière de cyberviolences.

Anne-Charlotte Gros, responsable des Affaires publiques

anne-charlotte.gros@respectzone.org

Avocate depuis près de 20 ans, Anne-Charlotte Gros a mené sa carrière dans le secteur de la régulation du numérique comme conseil puis comme conseillère en cabinet ministériel. Sa connaissance fine du droit comme des arcanes des institutions nationales et européennes, nous permet de porter avec professionnalisme nos préconisations auprès de l'ensemble des acteurs publics.

L'équipe

Laura-Blu Mauss, coordinatrice Affaires juridiques, outils et interventions

Laura-blu.mauss@respectzone.org

Jeune avocate formée à la compliance et aux droits humains, Laura-Blu coordonne les affaires juridiques, la création des contenus et travaille avec les partenaires pour adapter nos outils à vos besoins.

Virgil Romoli-Denes, coordinateur Affaires publiques

virgil.romolidenes@respectzone.org

Diplômé en études européennes et internationales, Virgil assiste le pôle des affaires publiques dans le suivi des dossiers institutionnels.



RAPPORT ANNUEL 2020

Merci à nos partenaires et affiliés

